

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 139 (1994)
Heft: 11

Artikel: La Bulgarie ou les compromis balkaniques
Autor: Enderlin, Serge
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345467>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Bulgarie ou les compromis balkaniques

Par Serge Enderlin ¹

Situé dans l'arrière-cour de l'Europe, négligée par l'Occident, la petite Bulgarie redoute un embrasement balkanique généralisé. Pour éviter le pire, elle gère en bonne intelligence une politique d'apaisement avec ses voisins immédiats.

Si l'équipe nationale de football n'avait pas atteint, à la surprise générale, les demi-finales de la récente Coupe du monde, la Bulgarie n'aurait sans doute jamais fait la une des journaux cette année. Trop éloignée pour attirer l'attention continue des grandes chancelleries du Vieux Continent, Sofia constitue pourtant un pion essentiel de l'échiquier géopolitique du Sud-Est européen. Or la politique étrangère, notamment celle qui a trait aux relations de bon voisinage, de ce petit pays de 10 millions d'habitants conditionne la stabilité de toute la péninsule balkanique.

Si les conflits qui déchirent les républiques de l'ancienne Yougoslavie depuis juillet 1991 devaient s'étendre, la Bulgarie ne pourrait sans doute pas y échapper et serait happée dans la tourmente. Les peurs ancestrales resurgis-

sent comme à l'époque des guerres balkaniques de 1912 et 1913, prélude à la conflagration de 1914-1918 qui débuta à Sarajevo. Consciente des potentialités explosives suscitées par des voisins «à risques», la direction bulgare a jusqu'ici joué la carte de l'apaisement. Elle a signé des traités d'amitié et de coopération avec la Turquie, la Grèce, l'Albanie et la Roumanie et reconnu la République de Macédoine. Pour mieux comprendre la politique menée par la Bulgarie dans la région, il faut décortiquer les relations qu'elle entretient avec chacun des pays voisins.

Macédoine: la pomme de discorde des Balkans

Depuis qu'elle a proclamé son indépendance en septembre 1991, l'ancienne République yougoslave de Macédoine a ressuscité les fantasmes belliqueux du début du siècle.

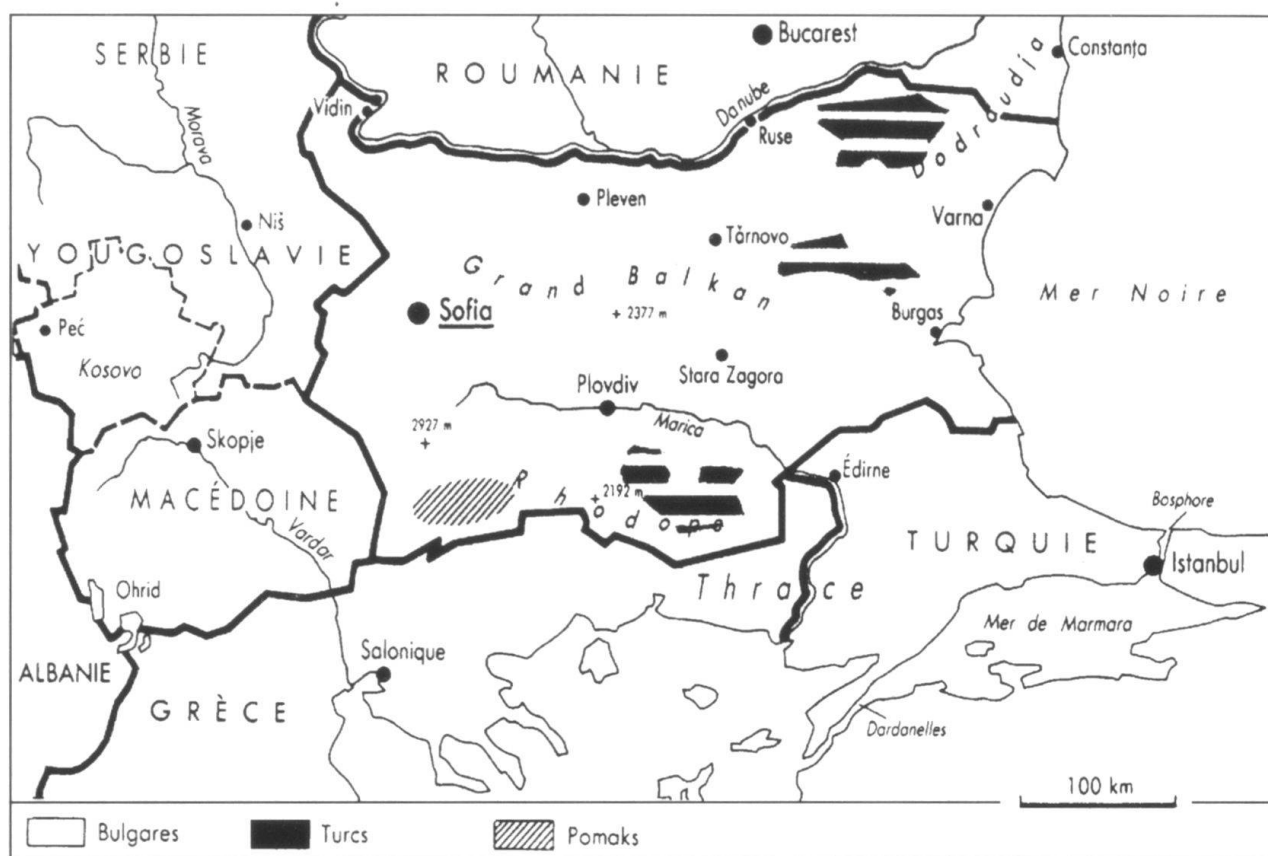
Enjeu de luttes séculaires entre Grecs, Serbes et Turcs, la Macédoine resta sous le joug ottoman jusqu'en 1913, date à laquelle elle fut libérée à l'issue des

deux guerres balkaniques. Après le départ des Turcs, les Serbes, les Bulgares et les Grecs se déchirent. Le traité de Bucarest (10 août 1913) fixe les frontières. La Grèce obtient 51%, la Serbie 30% et la Bulgarie 19%. La Macédoine «géographique», celle d'Alexandre le Grand, est ainsi divisée en trois parties.

En 1946, après la Seconde Guerre mondiale, Tito dote la Macédoine yougoslave du statut de nation et en fait une république à part entière, membre fondateur de la Fédération yougoslave.

Au fil des ans, une «conscience macédonienne» voit peu à peu le jour dans la nouvelle république yougoslave, avec la généralisation d'une langue écrite serbo-bulgare, d'une Eglise orthodoxe de Macédoine autocéphale, en 1967, dans la capitale Slopje (une Eglise non reconnue par le patriarcat de Serbie et par les autres Eglises orthodoxes à Istanbul, Athènes, Sofia et Moscou) et d'une «histoire macédonienne» qui s'alimente principalement de hauts faits empruntés aux Bulgares et aux Grecs... Une «macédonisation» qui suscite d'import-

¹ Correspondant de L'Hebdo et du Nouveau Quotidien en Europe centrale et orientale.



tantes frictions entre Athènes et Sofia d'un côté, la Yougoslavie titiste de l'autre. Certains nationalistes de Skopje rêvent alors d'une hypothétique «Grande Macédoine», englobant une partie de la Bulgarie (Macédoine du Pirin), de la Macédoine égéenne (grecque) et, pourquoi pas, un petit morceau d'Albanie, notamment autour du lac D'Ohrid.

C'est cet Etat qui a déclaré son indépendance le 8 septembre 1991, suscitant l'ire d'Athènes pour qui il n'existe qu'une seule Macédoine grecque. La Bulgarie n'a aucune revendication territoriale envers la Macédoine actuelle qu'elle fut d'ailleurs la toute première à reconnaître; par

ailleurs, Sofia, qui a ouvert une antenne diplomatique à Skopje, n'admettrait pas que Skopje ait des visées sur la Macédoine du Pirin, province bulgare articulée autour de la ville de Blagoevgrad (au sud de Sofia) et où vit une population qui se veut d'origine macédonienne.

De la même façon, Sofia cherche à brider les actions des Bulgares du Pirin qui revendiquent l'ensemble de la Macédoine. Que la Macédoine soit aujourd'hui divisée en trois parties (Macédoine ex-yougoslave, grecque et bulgare), le fait est accepté par les autorités démocratiques de Bulgarie, contrairement au gouvernement grec qui re-

fuse à Skopje le droit à l'existence.

Grèce: nationalisme revanchard

A Athènes, ce sont les autorités qui jettent de l'huile sur le feu balkanique, en organisant un blocus économique de Skopje, une décision condamnée par l'Union européenne dont Athènes est pourtant membre. Seul débouché maritime de la Macédoine, le port grec de Salonique est ainsi fermé aux exportations macédoniennes.

Une situation explosive qui pourrait lentement les relations entre la Grèce et la Bulgarie, notamment en raison de la reconnais-

ce de la Macédoine par Sofia. Le 15 janvier 1992, les dirigeants bulgares ont en effet reconnu Skopje, en même temps que la Slovénie, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. «Cette reconnaissance s'est faite suivant les recommandations de la commission Badinter. La Macédoine répondait mieux aux critères de cette commission que d'autres républiques, malgré cela nous les avons reconnues toutes les quatre. En reconnaissant la Macédoine, nous avons voulu contribuer à la stabilisation des Balkans», explique le président-philosophe bulgare Jeliov Jeleu².

Inquiète du nationalisme agressif d'Athènes à l'encontre de la Macédoine de Skopje, la Bulgarie tente par tous les moyens de rester en bonne intelligence avec les deux protagonistes. Pour l'instant, la politique balkanique de Sofia s'apparente à un difficile numéro d'équilibriste. Par cours sans faute jusqu'ici.

Serbie: un embargo qui coûte cher

Les relations avec la «Nouvelle Yougoslavie» relèvent du même état d'esprit. Soucieuse d'intégration au sein des instances européennes, Sofia respecte à la lettre l'application de l'embargo imposé à Belgrade par l'ONU, un embargo qui coûterait entre 60 et 80 millions de dollars

par jour à la Bulgarie. Celle-ci réclame environ deux milliards de dollars de compensation à la communauté internationale.

Mais Sofia n'a pas le choix: si elle entend gagner sa place au sein de l'Union européenne et trouver des débouchés pour ses exportations après la perte du marché soviétique, elle doit se conformer au «Diktat» des grandes puissances qui exigent d'elle une application à la lettre de la mise en quarantaine de la Serbie. La guerre en Serbie met à rude épreuve les liens entre Bulgares et Serbes, cousins slaves et orthodoxes. Car à Sofia, on ne déteste pas tout à fait les Serbes: «Il faut comprendre les angoisses du peuple serbe qui se retrouve minoritaire dans des Etats qui ne respectent pas les droits des minorités», déclare Nikolaï Slatinski, président de la Commission de la sécurité au Parlement de Sofia³. Paroles qui sonnent comme un écho d'une déclaration du chef du dernier gouvernement communiste, Loukanov: «Quoiqu'il arrive, avec les Serbes nous sommes cousins. Nous ne prendrons jamais la tête d'une croisade anti-serbe.»

Solidarité slave, impératif de bon voisinage, bien que les autorités condamnent la politique expansionniste du leader serbe Slobodan Milosevic, elles ne veulent pas hypothé-

quer leurs relations avec la Serbie, une fois la guerre terminée.

Turquie: une minorité apaisée

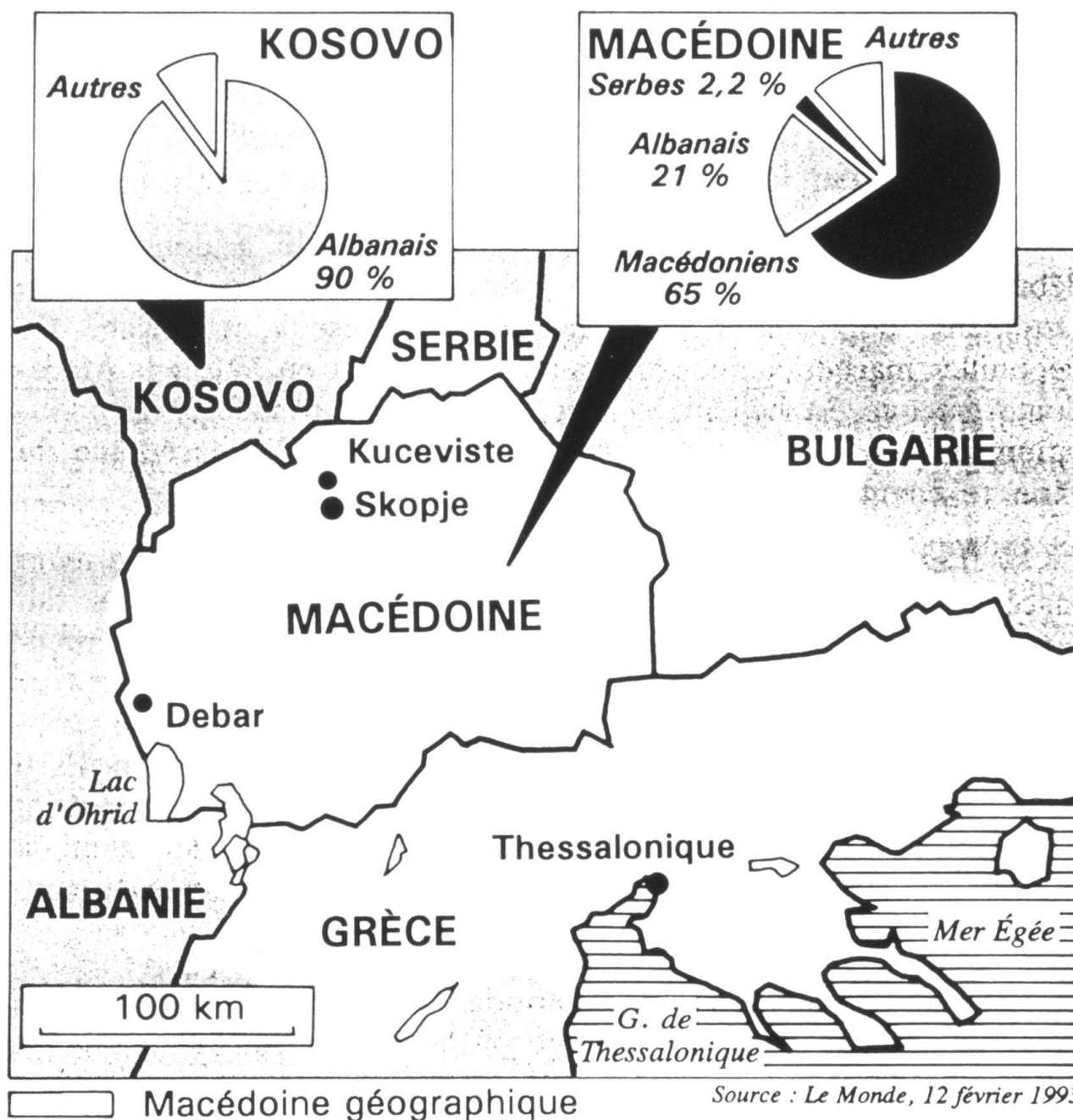
Les relations avec Ankara sont moins tendues, depuis que la question de la minorité turque de Bulgarie (11% de la population, soit environ 1 million de personnes) a été résolue par l'adoption, en novembre 1990, d'une loi autorisant les Turcs à reprendre leurs noms qu'ils avaient dû changer durant la campagne de «bulgarisation» menée par l'ancien régime de Todor Jivkov.

Sofia a tout intérêt à soigner ses relations avec la Turquie, grande puissance régionale. Sur un point de vue géopolitique d'abord, puisque Ankara est membre de l'OTAN, tout comme la Grèce, mais aussi du point de vue commercial, la Turquie pouvant offrir un débouché intéressant à la production bulgare, notamment agricole.

Les bonnes relations entre Sofia et Ankara marquent un tournant dans la politique étrangère de la Bulgarie: à l'époque communiste, le gouvernement de Sofia était habitué, depuis le début des années 1980, à privilégier ses relations avec la Grèce. Or cette dernière a ressenti comme une trahison de l'«axe Athènes - Sofia» la recon-

² Interview accordée au Nouveau Quotidien le 29 janvier 1993.

³ Le Monde, 12 juin 1993.



naissance unilatérale de la Macédoine par le gouvernement Dimitrov, le 6 janvier 1992. Se pose en outre l'incontournable problème de la minorité turque qui a facilité le rapprochement avec la Turquie, devenue aujourd'hui l'un des principaux partenaires de la Bul-

garie, ceci au grand dam de la Grèce qui se croit menacée par les Turcs qui étendent leur sphère d'influence dans la région.

Car la Grèce, comme la Serbie (ce qui explique leur alliance actuelle), craint la reconstitution d'un empire

ottoman nouvelle formule dans la région. Ces deux pays dénoncent la volonté d'Ankara de créer un «arc musulman», aussi appelé «pénétrante verte», englobant à partir d'Istanbul les minorités turques de Bulgarie, de Grèce orientale (en Thrace), du Kosovo

(peuplé d'Albanais musulmans), de la Macédoine (qui compte 25% d'Albanais), d'Albanie et de la Bosnie.

La Bulgarie doit donc ménager la chèvre et le chou, contenter à la fois la Grèce et la Serbie, sans fâcher la Turquie et la Macédoine. Les Bulgares se verraient même assez bien, grâce à leur position géopolitique et à leurs bonnes relations avec l'un et avec l'autre, jouer aux médiateurs entre la Grèce et la Turquie.

Roumanie: calme plat

Il y a au moins, pour les diplomates bulgares, un sujet moins stressant que les voisins balkaniques et le jeu des alliances à géométrie variable: les relations avec Bucarest. Elles sont au beau fixe, depuis que les présidents Jeleu et Iliescu ont paraphé un traité d'amitié et de coopération entre les deux pays. Economiquement usée, la Roumanie a d'autres chats à fouetter que de souffler sur les braises incandescentes du nationalisme balkanique. Sofia et Bucarest développent donc leurs échanges économiques. Dans le calme.

En résumé, la Bulgarie se trouve coincée entre le mar-teau et l'enclume. Elle ne



Des pays comme l'Albanie et la Bulgarie souhaitent devenir Etats membres à part entière de l'Union européenne et de l'OTAN. Ici une séance du Conseil de coopération nord-atlantique en mars 1992 (Photo OTAN).

veut en aucun cas se retrouver prisonnière du jeu des alliances qui, si souvent, dans les Balkans, a mené à la guerre. Elle refuse l'appartenance à l'axe nord-sud «pro-serbe» (Belgrade - Bucarest - Athènes) et à l'axe est-ouest «pro-musulman» (Ankara - Skopje - Tirana). Sofia recherche activement l'intégration européenne et souhaite la protection du parapluie de l'OTAN, dont elle a d'ailleurs signé le programme de Partenariat pour la paix.

Dans un contexte balkanique agité, la politique d'apaisement bulgare a

jusqu'ici porté ses fruits, mais pourrait être minée par l'instabilité intérieure. Des élections législatives anticipées verraient probablement, comme ailleurs à l'Est, le retour en force des ex-communistes du Parti socialiste bulgare (PSB). Or ces derniers avouent un penchant pro-grec évident et se rapprocheraient inéluctablement de l'axe Belgrade - Athènes, ce qui donnerait une nouvelle dynamique au savant jeu des très mouvantes alliances balkaniques.²

S. E.

² Texte écrit à la mi-août 1994.